

ARRETE n° 6.1.2026/189

**Portant dérogation provisoire à la limitation de tonnage
Sur la traversée du village depuis le Bd du 8 mai pour accéder au square
Makowski et sur le chemin de Cravesan
Pour les besoins de la société CONTENUR SAS
Du 26 mai 2026 au 29 mai 2026 de 07h30 à 17h00**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les Articles L.2213-1 à L.2213-5 ;

VU le Code de la Route ;

VU le Code de la voirie routière ;

VU l'arrêté n°6.1.2015/35 du 27 février 2015 réglementant la circulation des véhicules d'un tonnage supérieur à 3.5 tonnes dans l'agglomération de la Roquette sur Siagne, modifié par l'arrêté 6.1.2020/254 en date du 10 décembre 2020 et rapportant l'arrêté n°6.1.2015/31 du 19 février 2015 et l'arrêté 6.1.2020/250 interdisant la circulation des véhicules de plus de 3.5T entre le boulevard du 8 mai et le n°409 du boulevard des Floribondas ;

VU la demande de Monsieur Quentin LEBEL, tendant à obtenir une dérogation provisoire de tonnage, pour le compte de la société CONTENUR SAS pour un camion dont le PTAC est de 42T, dans le cadre du déplacement des bornes enterrées et de la livraison de nouvelles au niveau du square Makowski ;

CONSIDERANT que pour les besoins, il convient d'autoriser une dérogation provisoire de tonnage du 26 mai 2026 au 29 mai 2026 afin de permettre à l'entreprise CONTENUR SAS le passage afin d'effectuer les déplacements et la livraison des bornes

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le bénéficiaire est autorisé à circuler sur la traversée du village en passant par le bd du 8 Mai pour accéder au square Makowski et sur le chemin de Cravesan avec un camion dont le PTAC est de 42T immatriculé (GH-316-JG) du mardi 26 mai 2026 au vendredi 29 mai 2026 entre 07h00 et 17h00.

ARTICLE 2 : La traversée du Village (RD409) est interdite.

L'entreprise s'engage :

- A supporter les frais de remise en état de la chaussée dans les dépendances des voies ci-dessus et des parties privatives endommagées ;
- A assurer pendant la durée de l'autorisation exceptionnelle une surveillance continue de la chaussée, des dépendances et des parties privatives endommagées de ce même fait ;
- A procéder au nettoyage régulier de la chaussée pendant l'activité ;
- A procéder ou faire procéder dans les plus brefs délais, par une entreprise agréée à toutes les réparations des dégradations apparentes, ou encore sur simple demande des services municipaux.

ARTICLE 3 : Cette autorisation ne vaut pas accord de l'ensemble des propriétaires des voies privées pouvant desservir les chantiers. Le bénéficiaire se doit de faire les démarches nécessaires auprès d'eux.

ARTICLE 4 : Cette autorisation est révoquée à tout moment, si l'intérêt de la voirie, de l'ordre public, ou de la circulation l'exige (ou si le transporteur ne se conforme pas aux conditions énoncées précédemment).

ARTICLE 5 : Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté :

- M. le Commandant de la Communauté de Brigade de gendarmerie de Mandelieu
- M. le Chef de service de la Police Municipale
- M. le Responsable de la cellule du Centre Technique Municipal
- L'entreprise chargée des livraisons

« Le Maire informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de NICE dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale : 18, avenue des Fleurs, 06000 NICE, soit par voie électronique à partir de l'application Internet « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures <http://www.telerecours.fr/> »

Fait à la Roquette sur Siagne,
Le 20 mai 2026
Le Maire
Clément THIERY

